

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/150

OBJET : Présentation du
Compte administratif
prévisionnel 2022 et des
Orientations budgétaires
2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,




Marie-Paule LEHMANN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donné pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger) JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëlie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COQUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICHT Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/150

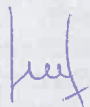
OBJET : Présentation du
Compte administratif
prévisionnel 2022 et des
Orientations budgétaires
2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN



Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Killian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

La présidente demande au directeur d'en faire la présentation.

Le compte administratif prévisionnel présenté ici sera ajusté au vu du compte de gestion 2022 produit par l'agent comptable de l'EPF et il sera proposé au vote du conseil d'administration, dans sa version finale en mars 2023.

En termes de dépenses, le poste le plus important est naturellement celui sur les acquisitions de biens. Fin 2022, l'EPF aura acquis pour près de 20 millions d'euro de biens, pour le compte des collectivités membres ; soit une augmentation de 4 M€ par rapport à l'an passé, qui totalisait 16 M€ d'acquisitions.

Au total, ce sont 79 projets d'acquisitions représentant 159 actes notariés, dans 36 communes.

Ces acquisitions se répartissent géographiquement assez bien sur l'ensemble du territoire alsacien avec un nombre d'acquisition relativement équitable entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

Pour continuer sur les dépenses, s'ensuivent des montants qui s'élèvent entre 25.000 € et 453.000 €, pour les plus grands postes de dépenses (les travaux, les frais d'achat, les impôts, les frais d'études et de recherches, les honoraires et les assurances.). Au total, en dépenses, pour ce qui concerne les acquisitions et les frais associés, l'établissement aura dépensé 21,2 millions d'euros fin 2022.

En dépenses, il y a également les charges de personnel. Parce que les opérations ne pourraient pas se faire sans notre équipe de 14 personnes à ce jour, avec notamment 3 nouveaux recrutements lors de l'année 2022. Ainsi, l'établissement aura dépensé environ 781.000 € au 31/12/2022, charges salariales comprises, pour le bon fonctionnement de l'établissement.

En ce qui concerne les recettes maintenant, le plus grand poste de

DATE DE CONVOCATION :
22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 58
Présents : 21
Pouvoirs : 10
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2022/150

OBJET : Présentation du
Compte administratif
prévisionnel 2022 et des
Orientations budgétaires
2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,




Marie-Paule LEHMANN

l'établissement est toujours celui de la TSE, pour 10 M€. Ce montant a été voté en AG fin de l'année dernière.

Viennent ensuite les reventes de biens avec 4 millions d'euros environ, conformément au budget prévisionnel. Ces dernières se résument par 22 rétrocessions dans 21 communes alsaciennes.

Pour continuer sur les recettes, s'ensuivent des montants entre 117.000 € et 607.000 € répartis entre les frais de portage (3^{ème} plus grosse recette), les remboursements de frais (200.559 €), les locations diverses (155.368 €) et les subventions de l'Etat et autres organismes (117.372 € au titre du FNAP, en compensation des communes carencées au titre du SRU).

Au total, nous arrivons à un montant de 15,08 millions d'euros pour les recettes de l'établissement.

Concernant la section d'investissement rien de significatif à présenter, beaucoup de jeu d'écritures pour traduire notamment les dettes & les créances sur les opérations de portage par annuités.

Enfin, plus globalement, sur l'année 2022, le bilan s'établit avec un excédent de 4,6 M€, qui devrait correspondre au résultat net comptable. Et toujours ces écritures constatant le stock de biens en portefeuille de début d'exercice comptable (46 M€) et en fin d'exercice (63 M€).

Ce qui me permet de faire le lien avec la deuxième partie de la présentation sur les **Orientations Budgétaires** – càd les prévisions pour 2023 – Pour une lecture détaillée, le directeur renvoie vers le 2nd document envoyé par courrier – bandeau orange.

L'excédent 2022 ainsi que la réévaluation de notre TSE permet de projeter un potentiel d'acquisition par l'EPF à hauteur de 22 M€. L'établissement disposerait ainsi d'une petite marge d'évolution dans sa capacité d'achat de biens.

Vient ensuite le poste sur les travaux, qui pourrait s'élever à 1 M€, en continuité des différents travaux en cours sur diverses opérations.

Viennent ensuite différents postes avec des montants entre 30 k€ et 543.000 € : les frais d'acquisitions, les frais d'études, les études et recherches, les impôts, les honoraires et les assurances, les contentieux.

Au total, en dépenses, pour ce qui concerne les acquisitions et les frais associés, l'établissement prévoit donc une dépense de 24,1 millions d'euros.

Toujours en dépenses, pour le bon fonctionnement de l'établissement et indirectement des dossiers toujours en hausse, est prévu 1.183.800 € de charges de personnel (13 personnes maintenant et 3 embauches

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/150

OBJET : Présentation du
Compte administratif
prévisionnel 2022 et des
Orientations budgétaires
2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

prévues en 2023).

Au niveau des recettes, la plus importante est la taxe spéciale d'équipement (TSE), taxe additionnelle aux impôts locaux, sans qui nous ne pourrions acquérir autant de biens et aider à leur reconversion.

Dans la droite ligne de 2021, c'est-à-dire au vu développement important de notre activité en 2022 et tenant compte du fait que les adhésions sont maintenant plus ou moins stabilisées, il sera proposé à l'assemblée de voter au point suivant un montant de TSE pour 2023 de 16.000.000 €.

L'EPF couvre aujourd'hui une population de 1.790.921 habitants, soit sur une base de 9 €/hab, un produit fiscal théorique de 16.118.289 € ; mais proposé arrondi à la baisse à 16 M€ pour 2023, soit en réalité 8,93 €/habitant.

Cette augmentation fiscale est proposée afin de répondre à quatre phénomènes corrélés :

- La baisse significative de la trésorerie prévisionnelle à près de 4 M€ en cette fin d'année 2022 ;
- L'encaissement d'une recette fiscale étalée sur 12 mensualités, donc versée par la DRFIP par 1/12 ;
- La difficulté probable de ne pouvoir répondre à une ou plusieurs demandes d'intervention sur une ou des acquisitions à gros montant (plus de 6 M€) ;
- La montée en puissance de nos dispositifs d'appui financier aux collectivités membres, donc de prise en charge financière sur fonds propres de l'EPF en matières d'études, de travaux de protoaménagement et de minoration foncière (pour création de logements aidés).

Pour revenir aux recettes de 2023, viennent ensuite les reventes de biens prévisionnelles pour 5 M€.

Puis arrivent les frais de portage (810 k€), les remboursements et des subventions potentielles. Au total, nous prévoyons 22,3 M€ de recettes (hors écritures de stocks).

Toujours rien à signaler de significatif en section d'investissement si ce n'est signaler un stock de biens qui pourrait atteindre 81,6 M€ fin 2023 si nous mobilisons la totalité de notre capacité d'acquisition, et ceci sans emprunt.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de donner un avis favorable au compte administratif prévisionnel de 2022 et aux orientations budgétaires de 2023.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

DATE DE CONVOCATION :
22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 58
Présents : 21
Pouvoirs : 10
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2022/151

OBJET : Adoption du
montant de la TSE 2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donnés pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger) JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëllie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COQUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICH Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/151**OBJET :** Adoption du montant de la TSE 2023

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Killian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

Pour mémoire, l'assemblée générale a voté fin 2021 une TSE représentant un produit fiscal de dix millions d'euros (10 M€) pour l'année 2022 (soit une moyenne d'environ 6 €/habitant).

Dans la droite ligne de 2021, c'est-à-dire au vu développement important de notre activité en 2022 et tenant compte du fait que les adhésions sont maintenant plus ou moins stabilisées, il vous est proposé de voter un montant de TSE pour 2023 de **16.000.000 €**.

L'EPF couvre aujourd'hui une population de **1.790.921 habitants**, soit sur une base de 9 €/hab, un produit fiscal théorique de 16.118.289 € ; mais proposé arrondi à la baisse à 16 M€ pour 2023, soit en réalité un produit théorique de 8,93 €/habitant.

Cette augmentation fiscale est proposée afin de répondre à quatre phénomènes corrélés :

- La baisse significative de notre trésorerie prévisionnelle à près de quatre M€ en cette fin d'année 2022 ;
- L'encaissement d'une recette fiscale étalée sur douze mensualités, donc versée par la DRFIP par 1/12 ;
- La difficulté probable de ne pouvoir répondre à une ou plusieurs demandes d'intervention sur une ou des acquisitions à gros montant (plus de 6 M€) ;
- La montée en puissance de nos dispositifs d'appui financier aux collectivités membres, donc de prise en charge financière sur fonds propres de l'EPF en matières d'études, de travaux de protoaménagement et de minoration foncière (pour création de logements aidés).

Au vu des orientations budgétaires 2023 présentées précédemment, l'assemblée générale de l'EPF est donc invitée à voter le montant de la TSE à percevoir en 2023 ; produit proposé à 16 M€ cette année.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de voter pour l'année 2023 un produit fiscal au titre de la TSE d'un montant de seize millions d'euros (16 M€).

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/152**OBJET :** Modification des statuts

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donné pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger) JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëllie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICH Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/152**OBJET :** Modification des statuts

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,




Marie-Paule LEHMANN

Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etiennette, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Killian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le projet de modification des statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

Une petite modification des statuts de l'EPF est proposée, principalement pour palier des difficultés régulières de quorum jusqu'à la fin des conseils d'administration, qui peuvent parfois durer plusieurs heures.

Il est proposé à l'assemblée de mettre en place un « pot commun » pour les délégués suppléants au conseil d'administration. En effet, à ce jour les binômes titulaires/suppléants ont été installés de manière arbitraire, en respectant une certaine proximité géographique ; Pourtant dans la réalité de ce qui a été observé sur l'année 2022, certains suppléants viennent, parfois très régulièrement, et ne disposent pas d'un droit de vote, sous prétexte de la présence du délégué titulaire, alors même que l'EPF rencontre des difficultés de quorum par l'absence de titulaires.

Ainsi, les délégués suppléants des EPCI disposeraient au conseil d'administration d'un droit de vote dans la limite du nombre maximum de titulaires, un suppléant pourrait prendre la place de n'importe quel titulaire absent n'ayant pas donné pouvoir à autrui.

Nous avons profité de cette modification nécessaire au bon fonctionnement de nos instances pour réaliser d'autres modifications à la marge, à savoir :

- La mise à jour des références aux articles des codes de l'urbanisme ;
- La précision de certaines modalités de fonctionnement sur les instances dématérialisées.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/152

OBJET : Modification des statuts

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Le projet de statuts modifié (avec corrections apparentes) a été envoyé à l'ensemble des délégués.

Deux modifications rédactionnelles à la marge ont été ajoutées hier (pages 8 et 11), permettant une meilleure compréhension des dispositions concernées.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'adopter les statuts modifiés de l'EPF d'Alsace.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/152

OBJET : Modification des statuts

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Envoyé en préfecture le 20/01/2023

Reçu en préfecture le 20/01/2023

Publié le **23 JAN. 2023**

ID : 067-507679033-20221213-2022152-DE



STATUTS

de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Selon

**Arrêté préfectoral du 10 décembre 2007,
Arrêtés modificatifs du 26 août 2008, du 12 mars 2010,
du 29 juillet 2014, du 27 janvier 2015, du 30 décembre 2016,
du 22 juillet 2019 corrigés le 7 août 2019, du 31 décembre 2020 et du**

Préambule

L'Etablissement Public Foncier d'Alsace, anciennement Etablissement Public Foncier du Bas-Rhin « EPF du Bas-Rhin », a été créé par un arrêté préfectoral du 10 décembre 2007, puis en date du 11 juin 2014, l'assemblée générale de l'EPF du Bas-Rhin a procédé à une refonte des statuts afin d'une part, d'ouvrir son périmètre géographique d'intervention aux Communes et EPCI haut-rhinois volontaires, de prendre en compte les adhésions du Département du Haut-Rhin et de la Région Alsace, et donc de changer sa dénomination en « EPF d'Alsace » ; et d'autre part, de se mettre en conformité au regard de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi ALUR » modifiant les articles L.324-1 et suivants du Code de l'urbanisme afférents aux établissements publics fonciers locaux.

Article 1 : Siège, objet et compétences de l'EPF d'Alsace

En application des articles L.324-1 et suivants du Code de l'urbanisme, l'établissement public foncier d'Alsace « EPF d'Alsace » est un établissement public local à caractère industriel et commercial (EPIC) dont le siège est fixé au 3 rue Gustave Adolphe HIRN – 67000 STRASBOURG.

Conformément à l'article L.324-1 dudit Code, l'EPF a été créé en considération d'enjeux d'intérêt général en matière d'aménagement et de développement durables.

Il met en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain. Ces stratégies contribuent à la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.

Dans le cadre de ses compétences, il peut contribuer au développement des activités économiques, à la politique de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi que, à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles en coopération avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural et les autres organismes chargés de la préservation de ces espaces, au travers de conventions.

L'EPF d'Alsace est compétent pour réaliser, pour son compte, pour le compte de ses membres ou de toute personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L.221-1 et L.221-2 du Code de l'urbanisme ou de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 dudit Code.

A l'intérieur des périmètres délimités en application des articles L. 113-15 à L. 113-19 du Code de l'urbanisme, il peut procéder, en coopération avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural et après information des Communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés, aux acquisitions foncières nécessaires à la protection d'espaces agricoles et naturels périurbains, le cas échéant en exerçant, à la demande et au nom du Département, le droit de préemption prévu par l'article L. 113-14 du Code de l'urbanisme ou, en dehors des zones de préemption des espaces naturels sensibles, le droit de préemption prévu par le 9° de l'article L.143-2 du code rural et de la pêche maritime.

L'EPF d'Alsace intervient sur le territoire des EPCI qui en sont membres et, à titre exceptionnel, il peut intervenir à l'extérieur de ce territoire pour des acquisitions nécessaires à des actions ou opérations menées à l'intérieur de celui-ci.

L'exercice du droit de préemption, en application du deuxième alinéa de l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme, s'inscrit dans le cadre de conventions passées avec le représentant de l'Etat dans le département.

Les acquisitions et cessions foncières et immobilières réalisées par l'EPF d'Alsace pour son propre compte ou pour le compte d'une collectivité territoriale, d'un EPCI ou d'un syndicat mixte sont soumises aux dispositions relatives à la transparence des opérations immobilières de ces collectivités ou établissements.

Il peut exercer, par délégation de leurs titulaires, les droits de préemption et de priorité définis par le Code de l'urbanisme dans les cas et conditions qu'il prévoit et agir par voie d'expropriation. Il peut agir dans le cadre des emplacements réservés prévus aux articles L.123-1-5 et L. 123-2 du Code de l'urbanisme. Il gère les procédures de délaissement prévues aux articles L.230-1 à L.230-6 dudit Code à la demande de ses collectivités.

Sauf convention prévue au huitième alinéa du présent article, aucune opération de l'EPF d'Alsace ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la Commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue. Cet avis est réputé être donné dans un délai de deux mois à compter de la saisine de la Commune.

Article 2 : Durée de l'EPF d'Alsace

L'EPF d'Alsace est créé pour une durée illimitée.

Article 3 : Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'EPF d'Alsace

L'EPF d'Alsace élabore un Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) quinquennal qui :

- 1° Définit ses actions, leurs modalités et les moyens mis en œuvre ;
- 2° Précise les conditions de cession du foncier propres à garantir un usage conforme aux missions de l'établissement.

Le PPI est élaboré en fonction des besoins exprimés par les collectivités adhérentes et tient compte des priorités énoncées dans les documents d'urbanisme ainsi que des objectifs de réalisation de logements précisés par les programmes locaux de l'habitat (PLH).

Ce PPI est transmis au préfet de Région.

Article 4 : Missions de l'EPF d'Alsace

Pour la réalisation de l'objet et des compétences définis à l'article 1 ci-dessus, l'EPF d'Alsace peut :

- Acquérir à l'amiable, exercer tous droits de préemption par délégation de leurs titulaires, dans les cas et conditions prévus par la loi, ou agir par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- Gérer pour le compte des collectivités les droits de délaissement, de priorité et les emplacements réservés prévus par la réglementation,
- Assurer les travaux de protoaménagement sur des biens acquis par l'EPF : démolition, déconstruction, désamiantage et dépollution ;
- Assurer, s'il y a lieu, la réinstallation, provisoire ou définitive, des occupants d'immeubles acquis par lui et effectuer toutes opérations entrant dans le cadre des activités foncières découlant de son objet et de la gestion et l'entretien du patrimoine acquis, dans le respect de son usage.

Article 5 : Adhésion à l'EPF d'Alsace

Peuvent être membres de l'EPF d'Alsace, les collectivités territoriales et leurs groupements qui demandent leur adhésion :

1. Les EPCI à fiscalité propre ;
2. La collectivité Européenne d'Alsace (CEA)
3. La Région Grand Est.

La qualité de nouveau membre s'acquiert de droit par ratification de la demande d'adhésion par le conseil d'administration de l'EPF d'Alsace, pris sur avis obligatoire de l'assemblée générale. L'adhésion intervient sauf si plus d'un tiers des délégués présents ou représentés de l'assemblée générale émet un avis défavorable.

Chaque membre désigne, parmi ses élus, des délégués titulaires et suppléants pour siéger à l'Assemblée Générale de l'EPF, selon les modalités décrites à l'article 7 des présents statuts.

Les instances de l'EPF d'Alsace sont constituées de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Article 6 : Retrait de l'EPF d'Alsace

La qualité de membre de l'EPF d'Alsace se perd par le retrait volontaire.

Tout membre peut demander son retrait de l'EPF d'Alsace. La demande est examinée pour avis par l'assemblée générale de l'EPF d'Alsace puis ratifiée par le conseil d'administration. Le retrait intervient sauf si plus d'un tiers des délégués présents ou représentés de l'assemblée générale émet un avis défavorable.

A partir de la notification du retrait par le conseil d'administration, les délégués du membre démissionnaire concerné ne siègent plus à l'assemblée générale ou au conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

La radiation définitive ne prendra effet que deux exercices pleins après la décision du conseil d'administration. Pendant cette période, la taxe spéciale d'équipement sera maintenue sur le périmètre de l'EPCI demandant de se retirer.

Toutefois, par dérogation aux dispositions précédentes, le retrait de la Région ou de la CEA est de plein droit.

La collectivité territoriale ou l'EPCI s'engage à honorer les engagements financiers contractualisés avec l'EPF d'Alsace.

Article 7 : Assemblée générale

7.1 Composition

Les membres de l'EPF d'Alsace sont :

➤ Les EPCI

Chaque EPCI est représenté en fonction de sa population (base RP annuel de l'INSEE) :

- de 1 à 30.000 habitants : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant,
- de 30.001 à 50.000 habitants : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants,
- Au-delà de 50.000 habitants : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.

➤ La collectivité européenne d'Alsace (CEA)

La CEA est représentée par 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.

➤ **La Région Grand Est**

La Région est représentée par 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.

Les délégués, titulaires ou suppléants, de l'assemblée générale ne peuvent prendre, conserver ou recevoir directement ou indirectement aucun intérêt de nature à compromettre leur impartialité, leur indépendance ou leur objectivité dans une opération de l'EPF d'Alsace. Ils ne peuvent en aucun cas, prêter leur concours, à titre onéreux, à l'établissement.

Le mandat des délégués et de leurs suppléants au sein de l'établissement suit, quant à sa durée, le sort des organes délibérants qui les ont désignés. Le mandat des délégués et de leurs suppléants est renouvelable.

7.2 Pouvoirs

L'assemblée générale élit en son sein le conseil d'administration.

Elle vote le produit de la Taxe Spéciale d'Équipement (TSE) à percevoir dans l'année à une majorité comprenant plus de la moitié des délégués présents ou représentés des Communes ou des EPCI qui sont membres de l'établissement.

Elle est régulièrement informée par un rapport d'activité et financier.

Elle donne son avis sur les orientations budgétaires, la programmation pluriannuelle et les admissions et retraits des membres de l'établissement.

Conformément à l'article L.324-2-1 du Code de l'urbanisme, elle modifie les statuts de l'EPF d'Alsace dont la règle de vote est fixée à l'article 9.9 des présents statuts.

Article 8 : Conseil d'administration

8.1 Composition

L'élection des administrateurs de l'EPF d'Alsace devra assurer la représentativité géographique des membres au sein du conseil d'administration.

La représentation au sein du conseil d'administration se fait selon la répartition suivante :

- Les Communautés de Communes sont représentées par 18 délégués titulaires et 18 délégués suppléants maximum ; chaque Communauté de Communes a un délégué titulaire OU un délégué suppléant ;
- Les Communautés d'Agglomérations (hors M2A) sont chacune représentées par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant ;
- L'EMS et M2A sont chacune représentées par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;
- La CEA est représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;
- La Région Grand Est est représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

En cas de vacance au conseil d'administration, pour quelque cause que ce soit, celui-ci est complété par de nouveaux délégués désignés de la même manière que ceux qu'ils remplacent pour le temps restant à couvrir jusqu'à la date normale d'expiration du mandat des prédécesseurs.

Le Président sortant convoque l'assemblée générale chargée d'administration.

Les délégués, titulaires ou suppléants, du conseil d'administration ne peuvent prendre, conserver ou recevoir directement ou indirectement aucun intérêt de nature à compromettre leur impartialité, leur indépendance ou leur objectivité dans une opération de l'EPF d'Alsace. Ils ne peuvent en aucun cas, prêter leur concours, à titre onéreux, à l'établissement.

La durée du mandat des administrateurs et de leurs suppléants prend fin, de plein droit, à l'expiration du mandat pour lequel ils ont été désignés, sauf s'agissant du Président, dont le mandat est renouvelé après chaque élection municipale. Le mandat des administrateurs et de leurs suppléants est renouvelable.

8.2 Pouvoirs

Conformément aux articles L.324-1 et suivants du Code de l'urbanisme, le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement. A cet effet, notamment :

1. Il détermine l'orientation de la politique à suivre, approuve le programme pluriannuel d'intervention (PPI) et les tranches annuelles et procède à leur révision ;
2. Il vote l'état prévisionnel des recettes et des dépenses, autorise les emprunts, approuve les comptes et se prononce sur l'affectation du résultat ;
3. Il nomme le Directeur sur proposition du Président et met fin à ses fonctions dans les mêmes conditions ;
4. Il élit en son sein un Président et un ou plusieurs Vice-Présidents
5. Il délibère sur les acquisitions qui sont proposées à l'établissement par ses adhérents ;
6. Il ratifie les demandes d'adhésion et de retrait de membre(s) de l'établissement ;
7. Il délibère sur le règlement intérieur.

8.3 Bureau

Le conseil d'administration élit en son sein un Président et plusieurs Vice-Présidents, qui constituent le bureau :

- un Vice-Président au titre des EPCI de moins de 50.000 habitants ;
- un Vice-Président au titre des EPCI de 50.000 à 149.999 habitants ;
- un Vice-Président au titre des EPCI de 150.000 à 450.000 habitants ;
- un Vice-Président au titre des EPCI de plus de 450.000 habitants ;
- un Vice-Président au titre de la CEA ;
- un Vice-Président au titre de la Région Grand Est.

Le bureau se réunit sur demande du Président pour examiner et débattre des points qu'il jugerait utile en amont des instances de l'établissement.

8.4 : Commissions spécifiques

Le conseil d'administration peut prendre l'initiative, chaque fois que de besoin, de constituer des commissions thématiques, ad hoc ou de secteurs, afin d'assister l'EPF d'Alsace dans toutes ses tâches et notamment dans l'élaboration, le suivi et le bilan des programmes d'action foncière.

Article 9 : Modalités de fonctionnement des instances

Article 9.1 : Périodicité des séances

L'assemblée générale se réunit en séance publique (présentiel ou distanciel) au moins une fois par an. Le conseil d'administration se réunit en séance publique (présentiel ou distanciel) au moins quatre fois par an.

Article 9.2 : Convocation des délégués

Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée aux délégués titulaires et suppléants par écrit, par voie électronique à l'adresse de leur choix, dix jours francs au moins avant celui de la réunion. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans toutefois être inférieur à cinq jours francs.

Les instances peuvent inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile. Le directeur, le personnel de l'EPF d'Alsace et l'agent comptable ont accès, sans droit de vote, aux séances des instances.

La convocation de l'assemblée générale et du conseil d'administration sont de droit sur demande d'au moins le tiers de ses délégués, adressée par écrit ou par voie électronique au Président.

Chaque délégué de l'assemblée générale et du conseil d'administration peut faire inscrire, à sa demande, un ou plusieurs points particuliers à l'ordre du jour des réunions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration. Les questions à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale ou du conseil d'administration sont envoyées par courrier, par voie électronique ou déposées au secrétariat 10 jours francs au moins avant la réunion. Elles sont débattues dans l'ordre chronologique de leur dépôt.

Article 9.3 : Lieu des séances

Le lieu des séances est précisé sur la convocation. Les instances sont habituellement convoquées au siège de l'EPF, 3 rue Gustave Adolphe HIRN – 67000 STRASBOURG. Des réunions délocalisées ailleurs en Alsace sont également possibles.

Toutefois, conformément à l'ordonnance n°2014-1329 du 6 novembre 2014 et au décret n°2014-1627 du 26 décembre 2014, le président de l'EPF d'Alsace se réserve la possibilité de décider de la tenue de l'assemblée générale ou du conseil d'administration de manière dématérialisée (audiovisuelle).

La convocation précise si la séance se déroule de façon présentielle, dématérialisée ou mixte.

Les instances dématérialisées respectent les règles de fonctionnement des instances. Elles sont réalisées à l'aide d'une plateforme visio et audio permettant l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers. Pour cela, chaque délégué doit s'identifier de manière claire pour que son vote soit pris en compte.

Les participants reçoivent en amont de la séance les instructions pour se connecter à la plateforme visio et audio via un lien de connexion confidentiel. Toute connexion non autorisée sera rejetée.

Chaque point de l'ordre du jour fait l'objet d'échanges oraux. Le président dirige les débats et donne la parole à toute personne qui souhaite intervenir.

Article 9.4 : Ordre du jour des séances

L'ordre du jour est établi par le Président. Il est communiqué aux délégués avec la convocation.

Article 9.5 : Vacance d'un titulaire

Chaque délégué titulaire empêché à une séance, peut :

- Soit, conformément à l'article L. 2121-20 du CGCT, se faire représenter en donnant un pouvoir de voter en son nom au délégué de son choix, siégeant à l'instance concernée. Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

- Soit :

- s'agissant du conseil d'administration :

- Le collège des EPCI : si des délégués suppléants d'un EPCI sont présents, leur voix peut être prise en compte en cas d'absence de délégués titulaires et dans la limite du nombre de délégués en exercice de ce collège. Les suppléants-votants seront choisis par ordre alphabétique dans la liste des suppléants des EPCI (communautés de communes, communautés d'agglomération et métropole).
- Les collèges de la Région Grand Est et de la CeA : les suppléants de chaque collectivité sont dédiés aux titulaires de la collectivité en question.

- s'agissant de l'assemblée générale : les suppléants de chaque EPCI ou collectivité sont dédiés aux titulaires de l'EPCI ou de la collectivité en question.

Article 9.6 : Quorum

Les instances ne délibèrent valablement que si la majorité de leurs membres sont présents ou représentés, étant précisé que les délégués empêchés peuvent se faire représenter dans les conditions définies à l'article L.2121-20 du CGCT et à l'article 9.5 des présents statuts.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et au moment de la mise en discussion de chaque point, pour les personnes présentes physiquement et les personnes connectées. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale ou le conseil d'administration est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de dix jours francs. L'assemblée délibère alors valablement quel que soit le nombre de délégués présents.

Conformément à l'article 7-1 du décret n°2014-1627, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la délibération au moyen d'une conférence audiovisuelle sont réputés présents.

Article 9.7 : Présidence des séances

Le Président de l'EPF d'Alsace préside les séances des instances. Il peut donner délégation à l'un des vice-présidents.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre les réunions, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, formule et met aux voix les propositions et délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de la séance les épreuves de votes, en proclame les résultats.

Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des réunions.

Article 9.8 : Secrétariat des séances

Au début de chaque séance, le Président désigne, un de ses délégués ou le directeur de l'EPF d'Alsace pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum, la validité des pouvoirs, la constatation des votes, le dépouillement des scrutins. Il contrôle la rédaction du procès-verbal de la réunion.

Article 9.9 : Procédures de vote

Le vote se fait oralement (à main levée), à l'écrit (à bulletin secret) ou à l'aide d'un dispositif électronique (audiovisuel) permettant de soumettre au vote chaque délibération. Le président annonce l'issue du vote à la fin de chaque délibération ou en fin de séance.

Il est voté au scrutin secret par écrit ou via un outil permettant d'anonymiser les votes, toutes les fois qu'un tiers (1/3) des délégués présents le réclame. La plateforme audiovisuelle utilisée en cas d'instance dématérialisée permet de garantir un scrutin secret en cas de besoin.

Les séances dématérialisées sont enregistrées et conservées sur les serveurs de l'EPF d'Alsace jusqu'à l'expiration du délai de recours contre la délibération approuvant le procès-verbal de la séance. Les tiers peuvent être entendus sur demande et avec l'envoi d'un lien de connexion en amont de la séance. Il existe trois règles de calcul de la majorité :

Majorité simple:

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés, y compris le cas échéant, les votes via un pouvoir. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des absents, ni des abstentions, ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls. En cas de partage, sauf dans le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Majorité particulière en cas d'adhésion ou de retrait de l'EPF d'Alsace :

L'assemblée générale donne son avis sur les adhésions et les retraits des membres de l'EPF d'Alsace et le conseil d'administration ratifie les demandes d'adhésion et de retrait. Toute adhésion de nouveau membre ou retrait de l'EPF d'Alsace intervient sauf si plus d'un tiers (1/3) des délégués de l'assemblée générale, présents ou représentés, émet un avis défavorable.

Majorité particulière en cas de modifications statutaires :

L'assemblée générale modifie les statuts de l'EPF d'Alsace par un vote de la majorité des deux tiers (2/3) des délégués de l'établissement, présents ou représentés.

Article 9.10 : Diffusion des documents relatifs à la séance

Chaque séance de l'assemblée générale ou du conseil d'administration donne lieu à un procès-verbal comportant le relevé des décisions ainsi que le résultat des votes. Ce procès-verbal est soumis pour approbation à l'assemblée générale ou au conseil d'administration au début de la séance suivante. Il est diffusé à chaque délégué.

Les délibérations du conseil d'administration sont également notifiées aux membres concernés.

Article 9.11 : Partenaires associés

Un certain nombre de structures intéressées par la question foncière sont proposées comme partenaires associés et peuvent être invitées à assister aux instances de l'EPF :

- L'Etat (DREAL, DDT,...) et ses établissements publics (ADEME, AERM,...)
- Les chambres consulaires : chambres de commerce & d'industrie, chambre de métiers et chambre d'agriculture ;
- La Caisse de Dépôts ;
- La SAFER ;
- Les CAUE ;
- Les agences d'urbanisme : ADEUS et AURM ;
- Les agences d'appui à l'urbanisme & l'aménagement : ADAUHR et ATIP ;
- Les agences d'information sur le logement (ADIL) ;
- L'agence de développement économique (ADIRA) ;
- Les EPL (SEM et SPL) d'aménagement : SERS, CITIVIA, SPL DES 2 RIVES, SEM OKTAVE ;
- Les syndicats mixtes de SCOTs (PETR) ;
- Les organismes intervenant en faveur du logement aidé.

La présente liste n'est pas limitative. Chaque partenaire associé dispose d'une voix consultative au sein des instances de l'EPF.

Article 10 : Président de l'EPF d'Alsace

Le Président préside l'assemblée générale et le conseil d'administration : il fixe l'ordre du jour, convoque les délégués et dirige les débats.

Il prépare et présente les orientations prioritaires de l'EPF d'Alsace au travers du PPI.

Il présente les documents budgétaires (compte administratif et budget prévisionnel).

Il peut donner délégation aux Vice-Présidents.

Article 11 : Directeur de l'EPF d'Alsace

Le Directeur est l'ordonnateur des dépenses et des recettes.

Il représente l'EPF d'Alsace en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il passe des contrats et signe tous les actes pris au nom de l'établissement.

Il prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Il recrute le personnel et a autorité sur lui.

Il peut déléguer sa signature.

Le conseil d'administration peut déléguer au Directeur, dans les conditions qu'il détermine, ses pouvoirs de décision, à l'exception de ceux de l'article 8.2 1°, 2°, 3° des présents statuts. Il peut à ce titre être chargé d'exercer au nom de l'établissement les droits de préemption dont l'établissement est délégataire ou titulaire. Il rend compte de cet exercice au conseil d'administration à chacune de ses réunions.

La fonction de Directeur est incompatible avec celle de délégué à l'assemblée générale et de délégué du conseil d'administration.

Article 12 : Ressources de l'EPF d'Alsace

Les ressources de l'EPF d'Alsace peuvent comprendre notamment :

1° Le produit de la TSE mentionnée à l'article 1607 bis du Code général des impôts ;

2° La contribution prévue à l'article L.302-7 du Code de la construction et de l'habitation ;

3° Les contributions qui lui sont accordées par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics ainsi que toutes autres personnes morales publiques ou privées intéressées ;

4° Les emprunts ;

5° La rémunération de ses prestations de services, les produits financiers, le produit de la gestion des biens entrés dans son patrimoine et le produit de la vente des biens et droits mobiliers et immobiliers ;

6° Le produit des dons et legs.

Article 13 : Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés en assemblée générale par un vote de la majorité des deux tiers des délégués des membres de l'établissement présents ou représentés.

Article 14 : Contrôle de légalité

Les actes et délibérations de l'EPF d'Alsace sont soumis au contrôle de légalité prévu par les articles L.2131-1 à L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales. La transmission se fait par voie électronique ou postale.

Article 15 : Comptabilité de l'EPF d'Alsace

Le comptable de l'EPF d'Alsace est un comptable public de l'Etat nommé par le Préfet après avis conforme du Directeur départemental ou régional des finances publiques.

Les dispositions des articles L.1617-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales sont applicables à l'EPF d'Alsace. Celui-ci est, en outre, soumis à la première partie du livre II du Code des juridictions financières.

Article 16 : Dissolution de l'EPF d'Alsace

L'EPF d'Alsace est dissout après la réalisation de l'ensemble des formalités suivantes : en premier lieu sur délibération de l'assemblée générale, puis sur ratification du conseil d'administration, et enfin sur proposition du conseil d'administration au Préfet. La décision de l'assemblée générale doit émaner des deux tiers des membres de l'EPF d'Alsace représentant au moins la moitié de la population des territoires intéressés ou la moitié des membres de l'EPF d'Alsace représentant les deux tiers de la population des territoires intéressés. Elle doit être ratifiée dans la même proportion par le conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

Le conseil d'administration transmet la proposition de dissolution au Préfet qui prononce la dissolution par arrêté, publié au recueil des actes administratifs du Département du Bas-Rhin. Cet arrêté détermine, sous réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles l'EPF d'Alsace est liquidé.

Article 17 : Liquidation des biens de l'EPF d'Alsace

Après revente de la totalité des biens inclus dans le patrimoine de l'EPF d'Alsace aux collectivités le constituant ou à tout acquéreur désigné par elles, et après remboursement des emprunts et autres dettes aux divers créanciers ainsi que le paiement des dettes dues aux débiteurs divers à l'établissement, les fonds propres de ce dernier seront remboursés aux collectivités et EPCI adhérents à l'établissement et non démissionnaires au moment de la dissolution prononcée par l'assemblée générale.

Ces remboursements seront calculés, au prorata des participations versées par les contribuables des adhérents et des dotations qu'ils auront pu verser à l'EPF d'Alsace.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/147

OBJET : Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2021

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donné pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger), JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëllie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COQUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICH Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/147

OBJET : Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2021

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Le Président

Marie-Paule LEHMANN

Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Killian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

Le procès-verbal de la dernière assemblée générale qui a été envoyé avec la convocation à cette séance est présenté au vote.

Il est demandé aux membres de l'assemblée générale d'approuver le procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2021.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver le procès-verbal de l'assemblée générale du 15 décembre 2021.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/148

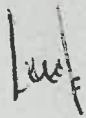
OBJET : Adhésion de la Communauté de communes de Thann-Cernay

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

15 DEC. 2022

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donné pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger) JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëllie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COQUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICH Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/148


OBJET : Adhésion de la
Communauté de communes
de Thann-Cernay

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

15 DEC. 2022

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Kilian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

La Communauté de Communes de Thann-Cernay souhaite adhérer à l'EPF d'Alsace à compter du 1^{er} janvier 2023 : le conseil communautaire a délibéré en ce sens le 24 septembre 2022.

La Communauté de Communes de Thann-Cernay totalise 16 communes pour 37.388 habitants et permettrait à l'EPF de passer à 835 communes couvertes pour une population totale représentée de 1 790 921 habitants.

Il est proposé aux membres de l'assemblée générale de donner un avis favorable à cette demande d'adhésion.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de donner un avis favorable à la demande d'adhésion de la communauté de communes de Thann-Cernay, sous réserve de la ratification du Conseil d'Administration de l'EPF et de l'accord du Préfet de Région.

DATE DE CONVOCATION :
22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 58
Présents : 21
Pouvoirs : 10
Votants : 31

VOTE :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2022/148

OBJET : Adhésion de la
Communauté de communes
de Thann-Cernay

La Présidente certifie que la
présente délibération a été
déposée en Préfecture du
Bas-Rhin au titre du contrôle
de légalité, et qu'il a été
procédé aux formalités de
publication et/ou de
notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le
15 DEC. 2022

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022

DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/149

OBJET : Election des
délégués au Conseil
d'administration de l'EPF

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Le 13 décembre deux mille vingt-deux à 10h00, l'assemblée générale de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réunie, en salle 1005 de l'Hôtel d'Alsace à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 22 novembre 2022.

Présents (présentiel) : Mmes LEHMANN Marie-Paule, WOLFHUGEL Christiane, MM BURG André, GERLING Dominique, ISEL Roger, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, LOM Michel, METZ Jean-Marc, MICHEL Patrick, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, STUTZMANN Gérard, VOGT Victor.

Présents (distanciel) : Mmes GOEHRY Mireille, MM GERARD Daniel, JANUS Serge, SCHIELIN Jean-Claude, WURSTER Alain.

Présents non votants : Mme Brigitte STEINMETZ.

Excusés ayant donnés pouvoir : Mmes LECKLER Michèle (à STUTZMANN Gérard), BROLLY Suzanne (à WOLFHUGEL Christiane), MM. BELTZUNG Maxime (à BURG André), GAST René (à JEHL François), HOFFSTETTER Éric (à ISEL Roger) JORDAN Fabian (à NEUMANN Rémy), ROHMER Jean-Marie (à LEHMANN Marie-Paule), SCHEYDECKER Camille (à JUNDT Jean-Jacques), SCHILDKNECHT Jean-Luc (à NORTH Alain), TOUCAS Jean-Pierre (à LOM Michel).

Excusés : Mmes ALOIRD Régine, BECKER Marie-Odile, FISCHER Marie-Reine, HESTIN Noëllie, HUCKERT Claudine, JUNG Pauline, KNITTEL Lorène, KREMER Eliane, LOTZ Suzanne, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MUTH Sandra, OBERLÉ Fabienne, PFISTER Caroline, REYS Caroline, SCHMIDIGER Pascale, SCHNEIDER Elisabeth, MM AGHA BABEI Syamak, BACH Guy, BATT Jean-Louis, BÉHÉ Jean-Marie, BELLONI Thierry, BETTINGER Patrick, BIEHLER Jean, BIHL Pierre, BRAUN Daniel, BRENDER Claude, BRESCHBUHL Philippe, BURRUS Jean-Marc, COQUELLE Yves, DINTRICH Benoît, DI STEPHANO Pascal, DISCHINGER Pierre, DUBS Stéphane, EICHWALD Claude, ESCHRICH Emmanuel, FISCHER Bernard, GIRARDIN Philippe, GIRAUD Philippe, GRIENEISEN Alain, HAEGY Julien, HEITMANN Léon, HENRION Damien, HOELT René, JACQUEY Guy, JULLY Jean-Claude, KAES Jean-Philippe, KANNENGIESER Bernard, KLEITZ Francis, KLETHI Éric, KLIPFEL Martin, LAUFFENBURGER Mathieu, LORENTZ Michel, LUTZ Claude, MACIEJEWSKI Patrick, MANDRY Jean-Claude, MEYER Jean-Paul, MULLER Dominique, NICOLAS Thierry, OEHLER Serge, PELTIER Jean-Pierre, PFENDLER Pierre, ROTOLO Marcello, SAUTIVET Thierry, SCHAAAL Stéphane, SCHAEFFER Éric, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEFFER Serge, SCHALLER Claude, SCHEER Éric, SCHEUER Jean-Louis, SCHLATTER Jean-Claude, SIEGRIST Gabriel, SOMMERHALTER Pascal, SPECHT Philippe, STORCK Sébastien, STUMPF René, TSCHAEN Pascal, TOLOSA Aurelio, TURRI Pascal, WALTER Hubert, WEISS Damien, ZIMMERMANN Christian.



DATE DE CONVOCATION :

22 novembre 2022

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :

En exercice : 58

Présents : 21

Pouvoirs : 10

Votants : 31

VOTE :

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération n° 2022/149

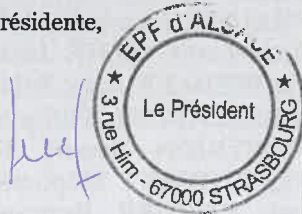
OBJET : Election des délégués au Conseil d'administration de l'EPF

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 JAN. 2023

La Présidente,



Marie-Paule LEHMANN

Assistaient également : Mmes ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etienne, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LANDIER Annabelle, LE MOING Cécile, SOLARTE Sofia, MM BLANCK Michel, DERSÉ Fabien, GAULUPEAU Timothée, GAUGLER Benoît, GUICHARD Baptiste, OLIGER Killian, WASSONG Dominique.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux,

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 31 décembre 2020,

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 16 mars 2022,

Vu la délibération de la communauté de communes de Thann-Cernay du 24 septembre 2022,

Vu la délibération de la communauté de communes du Pays de Wissembourg du 12 décembre 2022,

Il appartient à l'assemblée générale réunie ce jour de désigner également deux nouveaux administrateurs, suite à une vacance de poste et suite à une nouvelle adhésion. Une proposition de liste vous a été envoyée en amont. Il s'agit des candidats suivants :

- Jérôme HAMMALI, administrateur au titre de la CDC de Thann-Cernay ;
- Michel LOM, administrateur de la CDC du Pays de Wissembourg.

Il est demandé à l'Assemblée Générale d'élire les délégués au Conseil d'Administration de l'EPF.

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (moins une abstention) de désigner Monsieur Jérôme HAMMALI et Monsieur Michel LOM administrateurs, au titre de leur EPCI respectif, tels que proposés dans le tableau de candidatures, pour siéger au conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.